



Janvier 2012

CTN Services Communs



Après
le
fiasco
avec
IBM...



L'heure des comptes est venue !



Les cheminots informaticiens attendent autre chose qu'une politique de destruction de l'existant basée sur le mépris de l'emploi public. Avec la CGT, ils exigent le retour aux fondements du service public.

Une politique libérale dévastatrice

La Direction de la SNCF met en œuvre des restructurations dont l'objectif est de vendre à la découpe les « meilleurs morceaux » de l'entreprise. Dans ce contexte, ULYSSE (co-entreprise SNCF/IBM) est apparu comme une contrepartie du rachat de la logistique IBM par la SNCF via GEODIS.

La Direction se targuait d'un partenariat fructueux dans l'intérêt de la SNCF ! « *La co-entreprise apporte à la SNCF une garantie complète sur la qualité des prestations des fournisseurs et sur leur performance économique. C'est le partenaire industriel qui couvre financièrement ces deux engagements* » - David Azéma, *Les infos*.

Il aura fallu 2 ans de lutte et de résistance de la part des informaticiens des Directions des Services de l'Information (DSI) et des Agences des Services Télécom et Informatique (ASTI) pour que la Direction reconnaisse, enfin, son cuisant échec et que ce projet de braderie, injustifiable, passe à la trappe.

Un désastre programmé

Enfermée dans un déni de réalité, la Direction n'a jamais apporté la preuve de la pertinence d'ULYSSE.

Enfermée dans une posture de suffisance et de mépris, dans un **refus de dialogue social**, la Direction a mis sur la table (quand elle mettait quelque chose !) des **dossiers bâclés**, vides de fond, avec une communication « pédagogique », insupportable, aux antipodes de ses actes et de la

réalité afin de **minimiser tous les risques** sans jamais donner de garanties sur la pérennité de son système d'information, la qualité du service rendu, le coût global et les conséquences sociales de sa décision.

De fait, inévitablement, nous avons assisté à un désastre programmé, conséquence d'un aveuglement idéologique total.

Au regard de ce dossier, il serait intéressant que la Direction s'interroge sur son approche en termes d'élaboration et de conduite de projet.

Sans parler du gâchis humain et industriel, quel est le coût financier de ce désastre ? La Direction devra répondre à cette question.

Une obstination irresponsable...

Aujourd'hui, IBM n'est plus là. Les parts d'IBM vont être acquises par STELSIA, filiale de la SNCF.

ULYSSE n'était pas seulement le partenariat avec IBM. C'était aussi la mise en place d'un « écosystème » (selon G. Albertus) constitué de STELSIA et NOVIASERV pour massifier la sous-traitance informatique par la mise en place de centres de services (CdS). A ce propos, chacun pourra d'ailleurs apprécier le courriel adressé par nos directions respectives, le 7 décembre dernier !

Aujourd'hui, la Direction veut persévérer dans cette stratégie, prétendant encore une fois gagner du « cash ». Pour mémoire, la Direction avait claironné fièrement, **faisant fi de tout**, que son premier plan

dégagerait des économies et ferait gagner plusieurs rames TGV à la SNCF ! On connaît la suite !!!

Avec ce « plan B », **l'histoire se répète**. Encore une fois, **aucune garantie** n'est donnée par la Direction sur ce nouveau « modèle économique » pour justifier sa pertinence, bien que tous les risques avérés et problématiques connus, liés aux CdS, comme avec IBM, soient encore bien présents.

Cette obstination n'est pas responsable. Pourquoi un tel acharnement ?

Faut-il y voir là des compensations obtenues par IBM (pénalités et / ou concessions de CdS à venir) ? En effet, STELSIA permet de passer des marchés hors des procédures de marché public ; il est donc aisé de donner des CdS à IBM arbitrairement et sans aucun contrôle.

La SNCF n'étant plus engagée à fournir un volume d'affaires à un partenaire, il n'est plus nécessaire de confier des activités stratégiques aux CdS. Toutes les applications « cœur de métier » doivent être ré-internalisées (exemple, le CdS Production Trains).

La Direction entreprend de piloter les centres d'exploitation de Lille et de La Mulatière respectivement depuis la Tchèque et la Pologne dès le premier semestre 2012. Avec de tels agissements, on peut s'attendre au pire concernant l'étude menée sur la « production informatique groupe » par la Direction, aucune information ne filtrant.

Quid d'IDS (infrastructure de salle) polluant l'avenir des ASTI qui continue d'être déployée sans communication ? La CGT dénonce la volonté déguisée de la Direction de vouloir démanteler l'hébergement de l'informatique SNCF.

Tout cela constitue des attaques inacceptables contre le professionnalisme des informaticiens et qui touchent à la capacité de l'entreprise à assurer au mieux ses missions de service public. Le risque opérationnel est majeur et impacte directement la production, donc le service rendu, en mettant la SNCF en situation de fragilité.

... Pleinement responsable de destruction d'emplois

Avec les CdS, la question de l'emploi des sous-traitants demeure un sujet primordial. Cette fois, la SNCF crée, elle-même, allant à l'encontre des directives gouvernementales, les conditions de générer des destructions d'emplois en France et ne peut plus se cacher derrière IBM.

La CGT refuse l'offshore.

Après la récente publication des très mauvais chiffres du chômage, la Direction devra assumer ses choix face aux cheminots et prestataires, mais aussi face aux citoyens et aux élus de la Nation.

La Direction ne peut pas, d'une part, passer par pertes et profits le bilan d'ULYSSE et ses erreurs et, d'autre part, continuer dans la stratégie de l'excès de sous-traitance avec des CdS en offshore.

Les prestataires représentent plus de 55% des informaticiens travaillant dans les DSI. Cet excès de sous-traitance est la genèse même de ce dossier.

Le dernier sondage CSA démontre une crise sociale sans précédent au niveau des informaticiens de l'EPIC. Ils rejettent massivement la co-entreprise (91%) et les centres de services (83%). L'impact des transformations est perçu comme négatif à 87%.

La grande leçon de tout cela, c'est qu'il faut absolument réduire la sous-traitance et embaucher au sein de l'EPIC.



C'est pourquoi, la CGT exige :

- un **moratoire immédiat sur les CdS** ;
- la transparence sur le **coût réel** de tout ce gâchis ;
- et une **véritable concertation** sur ce dossier afin que la Direction ne réitère pas ses fautes du passé, dans l'intérêt des informaticiens, notamment sur :
 - la ré-internalisation des missions pérennes par des emplois au Statut ;
 - l'arrêt du recours massif à la sous-traitance sous quelque forme que ce soit ;
 - le maintien de l'emploi sur le territoire national ;
 - le maintien des DSI et des centres d'exploitation informatiques au sein de l'EPIC SNCF.

La CGT travaille avec les autres OS représentatives à la continuité de nos actions revendicatives et appelle les cheminots des DSI et des ASTI à rester mobilisés.

Pour l'emploi, l'avenir de la SNCF et du service public, poursuivons le rapport de forces !

Montreuil, le 03/01/2012